

Forêts

Tropicales

Bulletin d'information de l'Organisation internationale des bois tropicaux, destiné à promouvoir la conservation et la mise en valeur durable des forêts tropicales



Mise en valeur du potentiel des communautés

PENDANT UNE SEMAINE, en juillet 2007, la ville brésilienne de Rio Branco, au cœur de l'Amazonie, est devenue la capitale mondiale de la foresterie communautaire. Les participants de 40 pays se sont rassemblés pour explorer le nouveau phénomène des entreprises forestières à base communautaire (EFC)—ces petites entreprises dynamiques qui commencent à exploiter l'énorme richesse en talent d'entrepreneurs que possèdent les habitants des forêts et les communautés autochtones.

La Conférence internationale sur la gestion communautaire et les entreprises forestières était peu commune sous beaucoup d'aspects. Elle a réuni, pour la première

fois, environ 300 dirigeants et adeptes des EFC ainsi que des décideurs auprès des gouvernements dans les trois régions tropicales. Ses travaux se sont déroulés en grande partie au sein de petits groupes de travail, avec interprétation simultanée ad hoc en quatre langues. De plus, elle a émis la Déclaration de Rio Branco (voir en dernière page), adressant un message aux responsables politiques, aux organisations internationales et aux communautés à travers le monde. Cette édition spéciale d'*AFT* est un compte rendu détaillé et constitue les actes de la Conférence.

La Conférence avait été organisée par l'Organisation internationale des bois tropicaux (OIBT),



EDITION SPECIALE: Actes de la Conférence internationale sur la gestion communautaire et les entreprises forestières qui a eu lieu à Rio Branco (Brésil) du 15 au 20 juillet 2007



Un vannier au travail: Les produits forestiers non ligneux font partie intégrante de la vie des communautés. Ici, en Amazonie brésilienne, un vannier confectionne un panier pour transporter des noix du Brésil. *Photo: IBENS*



Rédaction ITTO: Steven Johnson
Alastair Sarre
RRI: Augusta Molnar
Alejandra Martin
Megan Liddle
Kenneth Sato
Assistant de rédaction Yvonne Cunningham
Traduction Justine Underwood
Mise en page Manami Oshima
Abonnements

Le bulletin *Actualités des Forêts Tropicales* est une revue trimestrielle publiée en trois langues (anglais, espagnol et français) par l'Organisation internationale des bois tropicaux. Les articles de ce bulletin ne reflètent pas nécessairement les opinions ou les politiques de l'OIBT. L'OIBT détient les droits d'auteur pour toutes les photographies publiées, sauf indication contraire. Les articles peuvent être réimprimés librement à condition que l'AFT et l'auteur soient mentionnés. La Rédaction devrait recevoir un exemplaire de la publication.

Imprimé sur papier contenant au minimum 50% de fibres recyclées et au moins 15% de déchets de consommation et sans utilisation de chlore.

L'AFT est diffusé gratuitement à plus de 15.000 particuliers et organisations dans 160 pays. Pour le recevoir, veuillez communiquer votre adresse complète à la Rédaction. Le cas échéant, informez-nous de tout changement d'adresse. L'AFT est également disponible en ligne à l'adresse www.itto.or.jp

International Tropical Timber Organization
International Organizations Center – 5th Floor
Pacifico-Yokohama, 1-1-1 Minato Mirai, Nishi-ku
Yokohama 220-0012 Japan
t 81-45-223 1110
f 81-45-223 1111
tftu@itto.or.jp
www.itto.or.jp

Couverture: Un gemmeur dans la forêt d'État d'Acre (Brésil). *Photo: R. Guevara/OIBT*
Dernière page: Participants à la conférence. *Photo: A. Sarre*

l'Initiative pour les Droits et Ressources (RRI) et l'Alliance mondiale de foresterie communautaire (GACE), en coopération avec l'Union mondiale pour la nature (UICN). Elle a été accueillie par le gouvernement de l'État d'Acre et le Gouvernement brésilien, par l'intermédiaire du Service forestier brésilien nouvellement créé.

Pendant cinq jours, les participants ont examiné les problèmes auxquels sont confrontés les habitants des forêts tropicales sur trois continents lorsqu'ils s'efforcent d'établir des entreprises viables et durables. Les obstacles qu'ils rencontrent comprennent un manque d'accès légal à la terre et à l'aide financière, trop de bureaucratie, des taxes élevées et des marchés inaccessibles à cause de leur éloignement et d'obstacles bureaucratiques.

De nombreux avis exprimés par les participants sont venus confirmer et compléter les résultats d'une étude générale menée en prévision de la Conférence sur les *Entreprises forestières communautaires basées sur les forêts, leur situation et leur potentiel dans les pays tropicaux dotés de forêts*. D'après cette étude, les micro-entreprises forestières non structurées, dont beaucoup sont des EFC, emploient plus de 140 millions de personnes dans le monde entier, notamment des autochtones et autres habitants des forêts. Ces entreprises récoltent du bois, des bambous, du rotin, des fibres, des noix, des résines, des herbes médicinales, du miel, du bois pour charbon de bois et d'autres produits naturels pour enrichir la localité. Elles commencent également à tirer profit des nouveaux marchés fondés sur les services environnementaux que rendent les forêts.

L'étude fait valoir que les communautés forestières assurent la gestion d'environ 370 millions d'hectares de forêts naturelles. Mais ces communautés se heurtent quotidiennement à des obstacles bureaucratiques et autres.

"Des règlements inflexibles, des taxes élevées et la lenteur des autorisations compromettent notre survie," a dit Ghan Shyam Pandey, chef de la Fédération des communautés forestières du Népal (FECOFUN). Ses réflexions ont été renforcées par Franklin Mezúa Chaqui, représentant de l'entreprise de la communauté forestière de Tupiza au Panama, qui participait également à la conférence.

"Nos communautés sont isolées et les gouvernements devraient mettre en place des politiques qui soient efficaces et conçues pour nous," a-t-il dit. "S'ils ne soutiennent pas notre travail, les forêts tomberont entre les mains d'autres exploitants, qui n'ont pas la détermination que nous offrons en tant qu'habitants traditionnels de la forêt."

Selon des participants, la Conférence de Rio Branco s'inscrit dans l'histoire d'un nouveau mouvement au sein de la foresterie. "Cette rencontre a démontré que les communautés locales sont éminemment capables et susceptibles de sauver les forêts et d'éviter une terrible catastrophe humanitaire," a précisé Augusta Molnar de la RRI.

La Conférence a émis de nombreuses recommandations, lesquelles sont reprises à la fin du rapport. Les participants ont également convenus:

- d'oeuvrer de concert pour faire en sorte que l'accès légal à la terre et aux ressources naturelles figure dans les lois et/ou les constitutions des différentes nations;
- d'insister auprès des gouvernements pour qu'ils prévoient des lignes de crédit destinées exclusivement aux entreprises communautaires;
- d'adopter des mesures pour lutter contre la pauvreté et d'encourager la justice sociale et des politiques d'inclusion au sein des communautés;
- de préconiser la suspension immédiate des taxes élevées imposées par les gouvernements aux EFC;
- de chercher à mobiliser une aide économique et administrative permettant d'accéder aux marchés consommateurs pour les produits durables; et
- de constituer, par le truchement de l'OIBT, un fonds d'affectation spécial pour financer les EFC.

"Ce n'est qu'avec le soutien et l'accès à la terre et aux marchés que les communautés forestières continueront à préserver les forêts tropicales encore présentes dans le monde, tout en contribuant à tenir l'engagement mondial de mettre fin à la pauvreté," a déclaré Alberto Chinchilla, représentant de la GACE.

